

Note d'analyse

**des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement
dans les tarifs réglementés de vente de gaz naturel
de Gaz Electricité de Grenoble (GEG) au 1^{er} juillet 2014**

28 mai 2014

CONTEXTE ET OBJECTIFS DES TRAVAUX MENES PAR LA CRE	3
PREAMBULE	5
I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE DES COUTS DE GEG	6
1 PRESENTATION DES ACTIVITES DE GEG ET DE LA DISSOCIATION COMPTABLE	6
2 REPARTITION DES NATURES DE COUTS LIES A L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX CLIENTS AUX TARIFS REGLEMENTES	7
II. ANALYSE DES COUTS CONSTATES ET PREVISIONNELS DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX TARIFS REGLEMENTES DE GEG	8
1 COUTS D'APPROVISIONNEMENT	9
1.1 LA FORMULE EN VIGUEUR	9
1.2 EVOLUTION DE LA PART MATIERE EN 2013	9
1.3 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT ET DE LA FORMULE	10
2 COUTS HORS APPROVISIONNEMENT	10
2.1 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT SUPPORTES PAR GEG EN 2013	10
2.2 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT PREVISIONNELS POUR L'ANNEE 2014 ET LE 1 ^{ER} SEMESTRE 2015	11
2.2.1. COUTS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES	11
2.2.2. COUTS DE COMMERCIALISATION	11
2.2.3. EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS ET DES VOLUMES ASSOCIES	12
2.2.4. CONCLUSION SUR LES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE DANS LES TARIFS REGLEMENTES AU 1 ^{ER} JUILLET 2014	12
III. CONCLUSIONS	12

Contexte et objectifs des travaux menés par la CRE

Cadre juridique

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que « *Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1* ».

L'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel prévoit que :

« *Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.*

Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :

- *les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;*
- *les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;*
- *les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.*

La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

La Commission de régulation de l'énergie effectue chaque année une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai. »

Avis de la CRE du 11 avril 2013

La CRE a été saisie, pour avis, par la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur ce projet de décret. Dans sa délibération du 11 avril 2013, elle a émis un avis défavorable au 7ème alinéa de l'article 4, qui encadre l'analyse par la CRE des coûts des fournisseurs aux tarifs réglementés de vente de gaz en observant :

« *La CRE considère, qu'appliquées à l'ensemble des 24 fournisseurs historiques, elles seraient disproportionnées au regard des objectifs de vérification de l'adéquation des tarifs et de transparence qui viennent d'être rappelés, les 22 ELD représentant moins de 5% des sites alimentés aux tarifs réglementés de vente de gaz en France.*

En tout état de cause, une telle mesure supposerait que le fournisseur historique puisse fournir à la CRE ses comptes détaillés. Or, ce n'est pas toujours possible s'il s'agit d'un fournisseur multi-fluides (eau, gaz, électricité, assainissement) ou qui n'a pas établi de comptes séparés pour ses activités de

fourniture et de distribution. En effet, la délibération de la CRE du 7 février 2007 relative aux principes de dissociation comptable applicables aux ELD, qui précise l'article 25 de la loi du 10 février 2000, prévoit que seules les ELD dont le réseau achemine une quantité d'énergie supérieure à 700 GWh doivent tenir des comptes dissociés. L'établissement de la séparation des comptes liés aux activités de fourniture aux tarifs réglementés de vente de gaz de ceux liés aux autres activités pourrait engendrer pour les fournisseurs des coûts disproportionnés au regard des objectifs à atteindre. Seules huit des 22 ELD disposent ainsi à ce jour d'une comptabilité dissociée.

Enfin, compte tenu des limites des ressources dont elle dispose, la CRE n'est pas en mesure de procéder à des audits et des contrôles annuels sur la totalité des 24 fournisseurs. Elle rappelle en particulier que ses effectifs et ses moyens n'ont pas été ajustés au fort développement de ses missions et ses activités depuis 2009, avec la transposition des textes européens du troisième paquet sur l'énergie, la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'énergie, et le développement des appels d'offres en matière d'énergies renouvelables.»

Objectifs

Afin d'éclairer ses prochains avis sur l'évolution des tarifs réglementés de GEG, la CRE a procédé à une analyse de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement.

Compte-tenu des difficultés exposées dans l'avis du 11 avril 2013, la CRE n'a pas été en mesure de mener ses analyses dans les délais prévus par le décret du 16 mai 2013.

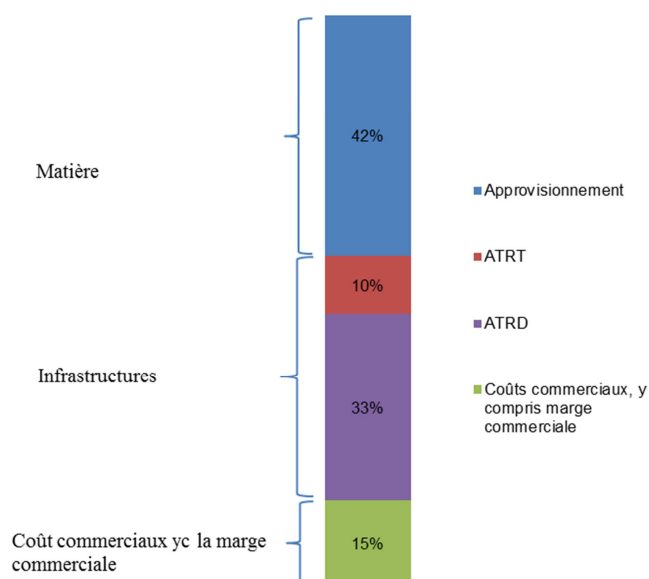
La CRE a adressé à GEG, en date du 11 février 2014, un courrier de lancement précisant l'objectif et le cadre de cet exercice. Les échanges se sont déroulés principalement sur les mois d'avril et mai 2014.

Par cette note, la CRE rend compte des résultats de ces travaux.

NB : certains graphiques sont présentés sans échelle, afin de respecter le secret des affaires.
--

Préambule

En préambule à la présentation des principaux constats effectués lors de ces travaux, le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, les coûts pris en compte dans l'élaboration des tarifs réglementés de vente de GEG, et leurs parts respectives en moyenne dans les tarifs appliqués en 2013 :

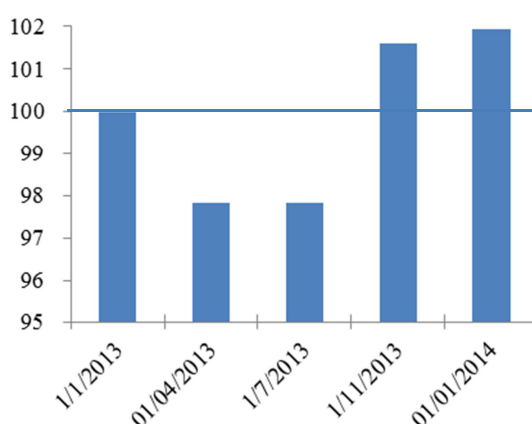


La facture hors taxes aux tarifs réglementés est constituée de trois composantes :

- les coûts d'achat de gaz (ou « matière ») ;
- les coûts d'infrastructure : coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel (inclus dans le contrat d'approvisionnement), des réseaux de distribution publique de gaz naturel et des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;
- les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

L'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel (composante « matière ») est calculée à partir d'une formule tarifaire. La formule en vigueur a été conçue pour s'appliquer à partir du 1^{er} juillet 2012.

L'évolution du tarif en base 100 d'un client type B1¹ ayant une consommation moyenne de 17 MWh depuis le 1^{er} janvier 2013 est la suivante :



¹ Clients ayant une consommation annuelle indicative comprise entre 6 et 30 MWh à usage de chauffage, eau chaude et/ou cuisine individuelle

I. Présentation de la structure des coûts de GEG

1 Présentation des activités de GEG et de la dissociation comptable

GEG couvre l'ensemble du secteur de l'énergie et exerce des activités dans les domaines de la production, la distribution, la fourniture, l'éclairage public, et le GNV², dans le secteur du gaz et de l'électricité.

L'actionnariat³ de GEG est composé de la ville de Grenoble (50%+1), GDF SUEZ via la filiale COGAC (42,53%), EDF via la filiale EDEV (4,31%) le personnel de GEG (1,22%), la Caisse des Dépôts et Consignations (1,17%), Schneider Electric (0,47%), la Caisse d'Epargne des Alpes (0,15%), et la Banque Rhône Alpes (0,15%)

En 2013, le chiffre d'affaires total de GEG s'élève à 118 M€.

Compte tenu des diverses activités de GEG, les coûts de l'activité de fourniture de gaz sont établis à l'issue d'un exercice annuel de dissociation comptable, par application des principes de dissociation approuvés par la CRE (Délibération du 7 février 2007).

Ces principes reposent sur un système d'imputation directe des charges à l'activité concernée, ou, lorsque cela n'est pas possible, par une application de clés (CA, effectifs, surface) qui permettent une correcte affectation des charges à l'activité concernée.

Les principaux périmètres d'activités dissociés de GEG sont les suivants :

- a) Electricité :
 - la fourniture d'électricité aux clients au tarif réglementé ;
 - la gestion du réseau de distribution d'électricité.
- b) Gaz :
 - la fourniture de gaz aux clients au tarif réglementé ;
 - la gestion du réseau de distribution de gaz naturel.
- c) Autres activités :
 - la fourniture d'énergie et de prestations de services ou de travaux aux filiales de GEG et à des tiers ;
 - l'exploitation de réseaux d'éclairage public ;
 - la gestion d'équipements de cogénération et de chaufferies installées chez les clients ;
 - la distribution de propane dans le cadre de concessions ;
 - la fourniture et la gestion de stations de distribution de GNV ;
 - tous les flux liés aux participations détenues par la société dans d'autres sociétés.

Il est à noter que l'activité de vente de gaz et d'électricité aux clients en offres de marché est portée par une filiale dédiée au sein du groupe GEG (GEG Source d'Energies).

GEG clôture ses comptes au 31 décembre de l'année N.

GEG dispose de comptes dissociés, qui ont été transmis début mai pour l'exercice 2013.

² Gaz Naturel Véhicule

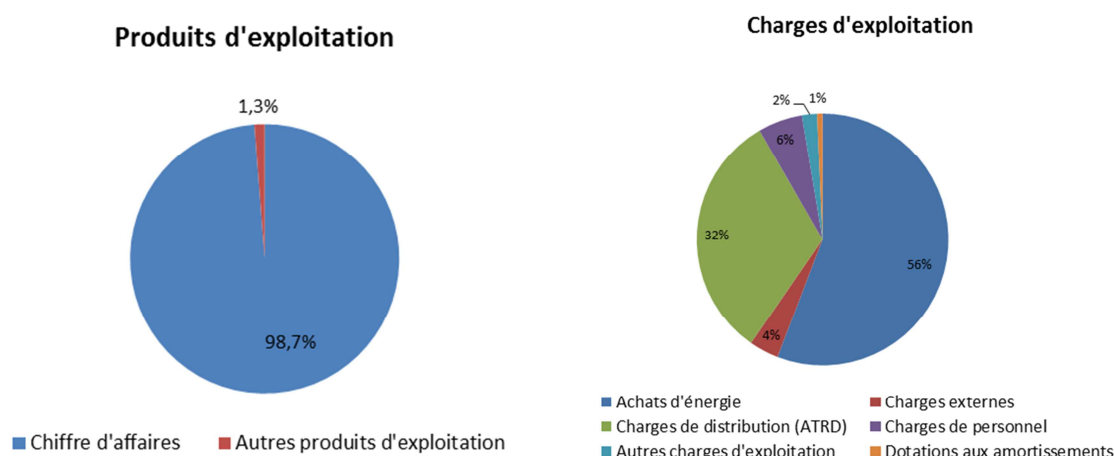
³ Source : Site www.geg.fr

2 Répartition des natures de coûts liés à l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés

Le chiffre d'affaires lié à l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés de GEG s'élève à 31 M€ en 2013.

A fin 2013, le nombre de clients de GEG aux tarifs réglementés est de 42 219 pour une consommation de 503 GWh. Les clients B1 représentent 60% des effectifs clientèle et 62% de la consommation globale.

Les données ci-après présentent les grands agrégats de produits et charges associés à cette activité :



Produits d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes d'énergie qui représentent la part fourniture des ventes aux clients au tarif réglementé incluant les coûts d'approvisionnement, d'infrastructure, et les coûts commerciaux y compris la marge commerciale.

Autres produits d'exploitation

Ce poste comprend la production immobilisée, les subventions d'exploitation, les reprises sur provision & transfert de charges ainsi que les autres produits d'exploitation.

Les différentes reprises de provision sont les suivantes :

- reprise provision clients douteux répartie en fonction de la répartition faite en n-1 ;
- reprise sur autres provisions en fonction de l'activité associée à chaque provision.

Transferts de charges d'exploitation :

- les refacturations filiales sont affectées aux autres activités ;
- les autres refacturations diverses sont affectées en fonction du CA dans la mesure où il s'agit de divers montants dont l'analyse individuelle n'est pas envisageable.

Les autres produits d'exploitation intègrent également la facturation des différences tarifaires sur les consommations des agents au statut IEG sur Grenoble.

Charges d'exploitation

Achats d'énergie

Ce poste représente principalement l'achat de fourniture de gaz pour les clients aux tarifs réglementés de GEG, comprenant une part fixe reflétant les coûts hors approvisionnement des fournisseurs de GEG.

Charges externes

Ce poste comprend la maintenance, le personnel détaché et intérimaire, les autres services extérieurs, les honoraires, les primes commerciales, le parrainage/sponsoring, les frais postaux et bancaires, etc.

Charges de distribution

Ce poste représente les coûts d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel. GEG ayant par ailleurs une activité de gestionnaire de réseau de distribution (GRD), ce coût correspond à la refacturation de la prestation du GRD.

Charges de personnel

Les charges de personnel incluent les salaires et traitements des agents ainsi que les charges sociales associées.

Autres charges d'exploitation

Les principaux montants enregistrés dans ce compte concernent notamment :

- la redevance à la Ville de Grenoble répartie entre les activités de gestion du réseau de distribution du gaz et de l'électricité et les activités de fourniture de gaz et d'électricité aux clients réglementés au prorata de la marge de chaque activité ;
- les pertes sur créances irrécouvrables réparties en fonction de la répartition de la reprise de provision clients douteux.

Dotations aux provisions

Les dotations aux provisions d'exploitation sont principalement constituées par la dotation aux créances douteuses répartie en fonction du chiffre d'affaires.

II. Analyse des coûts constatés et prévisionnels de l'activité de fourniture de gaz aux tarifs réglementés de GEG

La CRE avait procédé à une analyse de la correcte couverture de l'ensemble des coûts de GEG en 2012⁴.

Pour son analyse présentée ci-dessous, la CRE s'est appuyée sur les données comptables de GEG transmises en mai pour son analyse présentée ci-après.

⁴ Délibération et rapport de la CRE publiés le 19 septembre 2013

1 Coûts d'approvisionnement

GDF Suez s'est engagé par contrat signé le 2 février 1996 à alimenter le réseau de distribution publique concédé à GEG. La facturation est constituée d'un montant proportionnel aux volumes consommés sur la base du tarif STS et d'une part fixe déterminée en fonction des souscriptions. Cette part fixe couvre notamment les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz, ainsi que les coûts de stockage, pris en compte dans la détermination du tarif STS.

Le 20 juillet 2012, GEG a signé un nouveau contrat d'approvisionnement sur la base des quantités estimées en mai 2012 au regard des moyennes consommées les années antérieures et des hypothèses d'évolution du portefeuille dans un marché concurrentiel. 80 % des quantités prévisionnelles, y compris la flexibilité, ont été contractualisées à un prix indexé sur la formule STS fixée par la CRE et 20 % à un prix de marché.

1.1 La formule en vigueur

Afin de répercuter aux consommateurs finals la modification du contrat d'approvisionnement, GEG a demandé l'application d'une formule de vente de gaz introduisant une part d'indexation sur le marché à hauteur 20%.

La formule d'évolution tarifaire pour les clients distribués de GEG a donc été construite sur ce modèle, soit : $0,8 * (\Delta FOD\text{€}/t * 0,01079 + \Delta FOL\text{€}/t * 0,01568 + \Delta BRENT\text{€}/bl * 0,06077 + \Delta TTF\text{€}/MWh * 0,25887 + \Delta EURUSD * 1,90944) + 0,2 * \Delta PEG\text{€}/MWh$

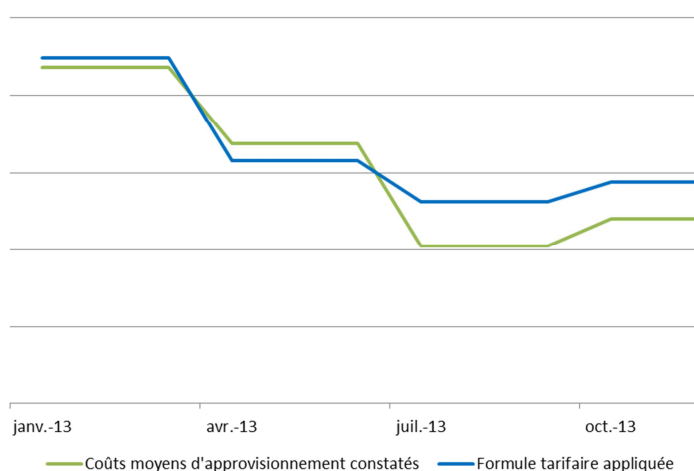
Les indices FOD, FOL, et Brent correspondent à des indices pétroliers. Les indices TTF et PEG correspondent à des indices de prix du gaz sur des places de marché.

La CRE a émis un avis favorable dans sa délibération du 10 octobre 2013 au projet d'arrêté en ce qui concerne cette formule.

Cette formule est toujours en vigueur, elle figure dans l'arrêté du 15 octobre 2013.

1.2 Evolution de la part matière en 2013

Sur 2013, la part matière prise en compte dans les tarifs a évolué tous les trimestres par application de la formule en vigueur :



Ce graphique illustre l'écart en coûts d'approvisionnement réellement supportés par GEG et coûts estimés par la formule et pris en compte dans les tarifs réglementés de GEG :

- sur le premier semestre 2013, l'écart entre les coûts d'approvisionnement réels de GEG et ceux pris en compte dans les tarifs réglementés est faible ;
- au second semestre, les coûts réellement supportés par GEG ont été inférieurs à ceux estimés par la formule.

Au total, la CRE relève que les coûts d'approvisionnement pris en compte dans les tarifs sont supérieurs de 0,74% aux coûts d'approvisionnement constatés sur l'exercice 2013. Les coûts d'approvisionnement de GEG sont couverts par les tarifs sur cet exercice.

1.3 Perspectives d'évolution des conditions d'approvisionnement et de la formule

Dans le cadre de ces travaux, GEG a indiqué à la CRE être actuellement en cours de négociation pour l'établissement d'un nouveau contrat d'approvisionnement à compter du 1^{er} juillet 2014.

La CRE relève qu'une révision de la formule tarifaire apparaît par conséquent nécessaire sur la base des informations disponibles au début du mois de mai 2014.

2 Coûts hors approvisionnement

2.1 Analyse des coûts hors approvisionnement supportés par GEG en 2013

Afin d'apprécier la couverture des coûts supportés par GEG par les recettes des ventes aux clients aux tarifs réglementés, l'approche retenue par la CRE consiste à analyser les données issues de la comptabilité dissociée et à rapprocher le résultat constaté au résultat théorique, tel que prévu dans les tarifs réglementés au titre de la marge commerciale.

Cette marge est la contrepartie de risques assumés par l'opérateur au titre notamment des aléas liés au risque « volumes ».

Les coûts hors approvisionnement supportés par GEG en 2013 ont été marqués principalement par :

- la part fixe facturée à GEG dans le cadre de son contrat d'approvisionnement qui a augmenté au 1^{er} avril 2013. Cette hausse prend notamment en compte l'évolution du tarif d'utilisation du réseau de transport de GRTgaz de +8,3% en moyenne⁵.
- l'application de l'évolution de la grille tarifaire du GRD de +7,2%⁶ au 1^{er} juillet 2013 a induit une augmentation sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution de GEG.

La CRE relève que l'arrêté du 15 octobre 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de GEG a pris en compte l'ensemble des évolutions citées précédemment.

La CRE a procédé à une analyse de la comptabilité dissociée de GEG pour l'exercice 2013. Il ressort de cette analyse que le résultat de l'activité de fourniture aux clients aux tarifs réglementés est conforme à la marge théorique inclus dans les tarifs.

La CRE n'a pas identifié d'écart significatif entre coûts estimés dans les tarifs et coûts supportés par GEG en 2013.

⁵ Délibération de la CRE du 13 décembre 2012

⁶ Délibération de la CRE du 25 avril 2013

2.2 Analyse des coûts hors approvisionnement prévisionnels pour l'année 2014 et le 1^{er} semestre 2015

La méthode d'évaluation retenue par la CRE est basée sur l'article 3 de l'arrêté du 15 octobre 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz de Gaz Electricité de Grenoble :

2.2.1. Coûts d'utilisation des infrastructures

L'arrêté du 15 octobre 2013 prévoit que : *« sont pris en compte, pour la part afférente aux ventes aux tarifs réglementés, les tarifs de distribution fixés par la Commission de régulation de l'énergie et les coûts d'utilisation des infrastructures gazières de transport et de stockage de gaz naturel. Le gaz étant livré aux points d'interface des réseaux de transport et de distribution, les coûts de transport et de stockage font l'objet, pour Gaz Electricité de Grenoble, d'une facturation par le fournisseur du combustible »*

GEG a établi ses coûts prévisionnels en prenant en compte les hypothèses suivantes :

- une augmentation des coûts de transport en application de la délibération du tarif d'utilisation du réseau de transport au 1^{er} avril 2014. Ces charges sont comprises dans le contrat d'approvisionnement.
- une hausse des coûts du GRD de GEG au 1^{er} juillet 2014 qui induit une augmentation de +1,6%⁷.

L'évolution des coûts d'infrastructure de GEG doit être répercutée dans ses tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014.

2.2.2. Coûts de commercialisation

L'arrêté du 15 octobre 2013 prévoit que les coûts commerciaux *«se composent des coûts de gestion de la clientèle, de gestion de l'approvisionnement et de gestion de l'accès aux infrastructures, des coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane ainsi que d'une marge commerciale raisonnable. Les coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane sont déterminés à partir des montants des contributions unitaires fixées par arrêtés après avis de la Commission de régulation de l'énergie et font l'objet d'une facturation spécifique. L'évaluation de ces coûts se fonde sur les dernières données observées, corrigées le cas échéant des facteurs d'évolution prévisibles »*.

GEG indique prendre en compte une affectation plus faible du total de ses coûts commerciaux affectées à l'activité de ventes aux tarifs réglementés par rapport aux coûts commerciaux constatés en 2013 du fait de la baisse des volumes prévisionnels de cette activité. Les clés d'affectation des charges aux différentes activités de GEG prennent en compte notamment les volumes et le nombre de clients.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de GEG relatives à l'évolution de ses coûts commerciaux ne sont pas réalistes.

⁷ Délibération de la CRE du 15 mai 2014

2.2.3. Evolution du nombre de clients et des volumes associés

GEG fait une prévision assez stable de l'évolution du nombre de ses clients particuliers et professionnels pour l'exercice 2014 et une baisse très rapide du nombre de ses gros clients, avec une baisse de la consommation associée significative. Dans ses prévisions, GEG prend notamment en compte les suppressions de certains tarifs réglementés sur cette période, en particulier concernant les clients ayant un tarif B2S et B2I. Il en résulte une hausse du coût unitaire à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de GEG relatives à l'évolution de ses volumes ne sont pas réalistes.

2.2.4. Conclusion sur les coûts hors approvisionnement à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1er juillet 2014

Compte-tenu des éléments qui précèdent, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de GEG au 1^{er} juillet 2014 est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts hors approvisionnement, notamment s'agissant des coûts d'infrastructure.

III. Conclusions

A l'issue de ces travaux, la CRE conclut qu'elle n'a pas identifié d'écart significatif entre coûts estimés dans les tarifs et coûts supportés en 2013.

S'agissant des coûts d'approvisionnement, la CRE a relevé des éléments susceptibles de justifier une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014 du fait de la signature prochaine d'un nouveau contrat d'approvisionnement ayant comme date effective le 1^{er} juillet 2014.

S'agissant des coûts hors approvisionnement, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de vente de GEG, qu'il conviendra de déterminer d'ici au 1^{er} juillet 2014, est nécessaire afin de traduire l'évolution de ces coûts.